

Mise à jour des Principes directeurs pour 2009-2010

Remarque : À la date de publication de ce document, le Programme pilote des médias numériques du FCT et le Programme pilote de l'Incitatif à la production du FCT sont encore en cours d'évaluation. Dans l'éventualité où ces programmes seraient renouvelés, une annonce sera faite au moment approprié et les documents applicables seront publiés.



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOLETS (□◆◇■●)	1
CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOLETS DE PRODUCTION (□◆◇)	1
CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUTES LES PRODUCTIONS BÉNÉFICIAIRE D'UNE PARTICIPATION AU CAPITAL (□◆◇)	2
CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DES ERT (□)	2
CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET PLFEQ (◆)	3
CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DES PROJETS EN LANGUES AUTOCHTONES (◇)	3
CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (■)	4
CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DE L'AIDE AU DOUBLAGE ET AU SOUS-TITRAGE (●)	5

Toutes les références s'appliquent aux Principes directeurs 2009-2010 à moins de mention contraire.

Les acronymes suivants ont été utilisés dans ce texte :

- ▶ Enveloppes de rendement des télédiffuseurs = ERT
- ▶ Projets en langue française à l'extérieur du Québec = PLFEQ

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOLETS (□◆◆◻◆)

- ▶ Mise à jour des normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)
 - ▶ En mars 2008, le CRTC a approuvé le Code sur la représentation équitable proposé par l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR). Ce code contient des normes pour la représentation de tous les groupes identifiables et remplace le Code d'application concernant les stéréotypes sexuels à la radio et à la télévision de l'ACR, approuvé par le CRTC en 1990. Le FCT a mis à jour ses références à ce code et les a clarifiées en utilisant les noms exacts des codes.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 3.2.4
- ▶ Clarification de la politique relative aux achats de formats étrangers ou de projets basés sur des productions étrangères
 - ▶ En 2008-2009, le FCT a modifié ses politiques afin que les achats de formats étrangers puissent être admissibles au financement du FCT, à condition que l'adaptation et la contribution créative canadiennes au projet soient significatives. Cette année, le FCT a clarifié ce changement en supprimant l'information potentiellement contradictoire qui se trouvait dans l'Annexe A, au sujet de l'Exigence fondamentale n° 3 : « Le projet ne peut se baser sur des productions télévisuelles étrangères, sur des formats achetés à l'étranger, sur un long métrage étranger (sauf si le long métrage est basé sur une œuvre littéraire canadienne publiée) ou sur des versions finales de scénarios conçus à l'étranger. » Même si cette phrase a été supprimée, un Projet admissible doit tout de même respecter les autres critères de l'Exigence fondamentale n° 3.
 - ▶ Veuillez vous référer à l'annexe « A »

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOLETS DE PRODUCTION (□◆◆)

Les volets de productions sont les suivants : les ERT, les Projets en langues autochtones et les Projets en langue française à l'extérieur du Québec.

- ▶ Augmentation du maximum autorisé pour les honoraires du producteur et frais d'administration (HPFA)
 - ▶ Les HPFA inclus dans un devis de production sont plafonnés à un pourcentage du devis et un montant d'argent maximum qui est majoré proportionnellement pour les séries de plus de 13 heures. Cette année, le montant d'argent maximum autorisé est passé de 1,2 million de dollars par projet à 1,4 million de dollars par projet.
 - ▶ Voir l'annexe « B » : politique HPFA

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUTES LES PRODUCTIONS BÉNÉFICIANT D'UNE PARTICIPATION AU CAPITAL (□◆◆)

Veuillez vous référer à la Politique de récupération normalisée, ci-dessous, la « Politique ».

- ▶ Mise à jour des honoraires de distribution standards
 - ▶ Auparavant, le FCT autorisait des honoraires de distribution standards de 30 % des revenus bruts pour la plupart des médias. Le FCT a mis à jour ces honoraires afin qu'ils correspondent désormais aux niveaux actuels du marché et les a augmentés dans la plupart des cas. Il a aussi précisé comment les montants des honoraires sont traités selon les diverses formes d'exploitation.
 - ▶ Voir l'Annexe « B » : Politique de récupération normalisée, Annexe « A », section 3
- ▶ Frais de recouvrement disponibles pour tous les producteurs
 - ▶ L'ancienne politique spécifiait : « Pour les revenus provenant de distributeurs non liés, les sociétés de production peuvent percevoir 5 % des revenus nets de distribution, payables au FCT, déduction faite des honoraires et des dépenses admissibles. Ce 5 % constitue une compensation pour les frais d'administration reliés à la collecte, à la comptabilité et la remise des revenus de distribution et des redevances de retransmission. » Ceci s'applique dorénavant à tous les revenus, et non seulement aux revenus provenant de distributeurs non liés.
 - ▶ Voir l'Annexe « B » : Politique de récupération normalisée, Annexe « A », section 5
- ▶ Retrait de la règle relative aux intérêts facturés sur les avances de distribution/minimum garantis
 - ▶ L'ancienne politique de l'Annexe A, section 6, sous-section 1.7 spécifiait : « Les intérêts sur les avances de distribution/minimum garantis, de même que sur le financement intercalaire, payés avant la livraison de la production doivent être inclus dans le devis de production. Les intérêts courus après la livraison de la production doivent être inclus dans le plafond de 10 % des dépenses de distribution. » Ce passage a été retiré étant donné qu'il n'est plus conforme aux pratiques de l'industrie.
 - ▶ Voir l'Annexe « B » : Politique de récupération normalisée, Annexe « A », section 6

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DES ERT (□)

- ▶ Augmentation de l'Aide à la production régionale québécoise en langue française
 - ▶ Au début de l'exercice financier 2008-2009, le montant d'aide disponible pour un projet donné représentait 5 % des Dépenses admissibles d'un projet, jusqu'à concurrence de 75 000 \$. Le 5 mai 2008, le FCT a annoncé qu'il l'augmentait à 7 % et à 100 000 \$ pour l'exercice en cours (bien que les Principes directeurs n'aient pas été officiellement modifiés). Cette année, le montant d'aide disponible pour tous les requérants admissibles a été augmenté à 10 % des Dépenses admissibles d'un projet, jusqu'à concurrence de 150 000 \$ par projet. Toutefois, l'allocation totale de cette aide demeure inchangée, soit 750 000 \$ pour l'exercice financier.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.3.1.1

- ▶ Clarification des catégories des émissions pilotes
 - ▶ Les calculs de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale pour les émissions pilotes d'une demi-heure et d'une heure en langue anglaise dans des catégories de devis spécifiées ont été clarifiés en ajoutant les termes « par heure » ou « par demi-heure » dans les Principes directeurs.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.4

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET PLFEQ (◆)

- ▶ Nouvelle date limite ajoutée pour les projets de Radio-Canada/RDI
 - ▶ Afin de permettre à l'industrie de la production de mieux planifier, l'enveloppe du volet PLFEQ réservée pour des projets recevant des droits de diffusion de Radio-Canada/RDI devra être engagée à 75 % d'ici le 1er mai 2009 pour l'exercice financier 2009-2010.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 5
- ▶ L'exigence d'inclure 90 % des crédits d'impôt dans le financement a été étendue au volet tout entier et des balises ont été ajoutées pour les producteurs :
 - ▶ Par ailleurs, le processus pour l'inclusion de plus de 90 % des crédits d'impôt estimés, qui ne s'appliquait auparavant qu'au volet des ERT, s'applique désormais aussi au volet des PLFEQ.
 - ▶ Voir l'Annexe « B » : Politique relative au Traitement des crédits d'impôt

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DES PROJETS EN LANGUES AUTOCHTONES (◆)

- ▶ Clarification des coproductions
 - ▶ Les requérants admissibles dans ce volet peuvent conclure des ententes de coproductions internationales réalisées en vertu d'accords officiels, mais les coproductions entre un requérant autochtone et un requérant non autochtone ne sont pas admissibles dans tout autre contexte.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 3.1
- ▶ Mise en œuvre de balises pour les producteurs relatives à l'inclusion de 90 % des crédits d'impôt
 - ▶ Le processus pour l'inclusion de plus de 90 % des crédits d'impôt estimés qui ne s'appliquait auparavant qu'au volet des ERT s'applique désormais aussi au volet des Projets en langues autochtones.
 - ▶ Voir l'Annexe « B » : Politique relative au Traitement des crédits d'impôt

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (☐)

- ▶ Clarification de la définition d'un projet de développement régional en langue anglaise
 - ▶ Dans certains cas, la référence à la chaîne de titre d'un projet afin de déterminer l'origine d'un projet de développement prêtait à confusion. Par conséquent, cette référence a été retirée et remplacée par des explications axées sur le fait qu'un « Requérant régional doit initier et continuer à participer activement au projet. » Ce changement n'a pas été introduit pour modifier la définition d'un projet de développement régional, mais plutôt pour clarifier son intention.
 - ▶ Clarification du fait que l'île de Vancouver est incluse en tant que « région ».
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.A.1.1
- ▶ L'exigence d'une preuve de paiement des versements du télédiffuseur a été supprimée de l'échéancier des versements pour le développement en langue anglaise.
 - ▶ Auparavant, le FCT exigeait la confirmation de la réception du versement des droits de développement par le télédiffuseur avant d'effectuer ses propres versements. Le premier versement du FCT exigeait la confirmation du versement de 30 % des droits de développement par le télédiffuseur; le deuxième versement exigeait la confirmation du versement du solde des droits de développement. Ces exigences ont été supprimées.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.A.2
- ▶ Le nombre de demandes par requérant a été accru pour l'Aide au développement et l'Aide au pré-développement des projets régionaux en langue française au Québec.
 - ▶ Auparavant, les Requérants admissibles dans le cadre de chacun de ces sous-volets ne pouvaient présenter qu'un seul projet admissible par exercice financier. Ce nombre a été accru à un maximum de deux projets par sous-volet. Pour le développement, un seul des projets peut être une série renouvelée; pour le pré-développement, aucun des projets ne peut être une série renouvelée.
 - ▶ Veuillez vous référer aux sections 2.B.3.1.1 et 2.B.3.2.1
- ▶ Clarification de la contribution maximale pour l'Aide au développement des projets régionaux de langue française au Québec
 - ▶ Les montants de la contribution maximale pour cette composante ont été clairement spécifiés.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.B.3.1.2
- ▶ Les Dépenses admissibles sont maintenant prises en considération dès la conclusion de l'entente de développement avec le télédiffuseur.
 - ▶ Le FCT souhaite stimuler les nouvelles activités de développement, mais il ne veut pas financer des œuvres déjà achevées. Auparavant, le FCT parvenait à cette fin avec une règle qui spécifiait que les coûts engagés avant la demande auprès du FCT n'étaient pas des Dépenses admissibles. Maintenant, l'exigence du FCT fait référence à la conclusion d'une entente de développement admissible entre le producteur et le télédiffuseur plutôt qu'à la date de dépôt de la demande auprès du FCT.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.3

- ▶ Certains coûts de « pré-production » sont admissibles
 - ▶ Certains coûts de pré-production comme l'indemnité de disponibilité des comédiens et les frais d'entreposage des décors sont maintenant admissibles dans le volet de l'Aide au développement, mais ils sont limités afin que la priorité demeure l'activité de développement et d'écriture des scénarios.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.3.2

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DE L'AIDE AU DOUBLAGE ET AU SOUS-TITRAGE (✳)

- ▶ Clarification des Dépenses admissibles pour les coproductions internationales réalisées en vertu d'accords officiels
 - ▶ Auparavant les Principes directeurs spécifiaient que « des exceptions peuvent être faites aux exigences voulant que les dépenses et services engagés au Canada soient effectués par des entreprises qualifiées du secteur privé, qui font appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). » Cette exception a été supprimée.
 - ▶ Veuillez vous référer à la section 2.3.2